



Paris, le 26 mars 2015

## Communiqué de presse

### Fin de la trêve hivernale : la machine à broyer les locataires va se remettre en marche

Le CNAFAL, comme plus d'une trentaine d'organisations, a participé ce matin à l'appel pour l'arrêt des expulsions locatives, la baisse des loyers et des charges et la relance de la construction de logements réellement sociaux et appelle à manifester **samedi 28 mars à 14h30 place de la République à Paris.**

En complément, la CNAFAL tient à redire :

- ✓ Qu'une expulsion locative est un drame humain, familial, drame qui lorsqu'il y a des enfants ressort de la **protection de l'enfance**, ce que l'on oublie trop souvent pour se focaliser que sur la question de l'argent.
- ✓ Que les expulsions signent aussi un échec de notre société, **échec politique**, puisqu'on est incapable de protéger les plus faibles et de les reloger ; **échec social**, puisque tous les dispositifs sociaux inventés depuis 30 ans, ne marchent pas et se retournent contre les intéressés (**voir site [cnafal.org](http://cnafal.org), [le coût des expulsions locatives](#)**).
- ✓ Que la plupart des locataires défaillants sont en défaut de paiement structurel : baisse des revenus : chômage, CDD intermittents, temps partiels, petits boulots. Les ressources d'allocataires RSA, AAH, ne permettent pas réellement d'assumer en totalité loyer, charges, alimentation, transports, santé, etc.

Le CNAFAL dénonce la baisse continue de l'aide à la pierre pour les logements vraiment sociaux. Il demande le retour à des prêts de plus longue durée : 40 ou 50 ans, avec des taux d'intérêts fixes et le plus bas possible de la part de la Caisse des Dépôts et Consignation, banque publique, qui oublie de plus en plus ses missions.

Le CNAFAL dénonce le désengagement de l'Etat dans le champ du financement du logement social, désengagement qui sert de moteur de régulation au déficit budgétaire de l'Etat.

- ✓ Nombre d'offices ont contracté des emprunts toxiques qui grèvent les budgets et les directions d'offices sont tentées de se rattraper sur le dos des locataires... La financiarisation de l'économie a même touché ce secteur, sans que cela émeuve beaucoup de monde, mais les élus locaux en sont souvent responsables, puisque gestionnaires d'offices.
- ✓ Le CNAFAL dénonce le **chiffre noir des expulsions locatives**, qui consiste après le jugement et avant qu'un préfet ait accordé le concours de la force publique, à faire partir les gens à « **la cloche de bois** » à coup d'intimidations, de menaces, voire de voies de fait (en secteur privé).
- ✓ Le CNAFAL dénonce la baisse continue des allocations logement, dont le pouvoir de solvabilisation a été divisé par deux, en 30 ans !
- ✓ Enfin, le CNAFAL considère que seule la mise sur le marché du logement, dans les zones tendues, de logements à bon marché fera baisser durablement les prix à la location.

Jean-Marie Bonnemayre  
Président  
06 87 37 16 64

Jean-François Chalot  
Secrétaire Général  
07 89 05 54 64

*Au coeur de la solidarité*